

STRYCKMAN, Paul et Jean-Paul ROULEAU, éd., *Sciences sociales et églises. Questions sur l'évolution religieuse du Québec*. Montréal, Bellarmin, 1980, 363 p. \$9.95.

Jean-Paul Bernard

Volume 35, Number 3, décembre 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303990ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303990ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernard, J.-P. (1981). Review of [STRYCKMAN, Paul et Jean-Paul ROULEAU, éd., *Sciences sociales et églises. Questions sur l'évolution religieuse du Québec*. Montréal, Bellarmin, 1980, 363 p. \$9.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35(3), 428–430. <https://doi.org/10.7202/303990ar>

STRYCKMAN, Paul et Jean-Paul ROULEAU, éd. *Sciences sociales et églises. Questions sur l'évolution religieuse du Québec*. Montréal, Bellarmin, 1980, 363 pages. \$9.95

On peut voir, sur la page titre: «Textes du Colloque tenu à Québec, les 9, 10 et 11 novembre 1978 pour marquer le 20e anniversaire du Centre de recherches en sociologie religieuse de l'Université Laval». Le Centre avait invité deux universitaires des États-Unis, Norman Birnbaum («Situation religieuse actuelle aux États-Unis et pensée sociologique») et Émile-Jean Pin («Religion populaire, religion organisée et religion invisible»). Ont participé: des professeurs des départements de sciences religieuses de l'UQAM, d'Ottawa et de Chicoutimi, des professeurs de la Faculté de théologie de Sherbrooke et de Trois-Rivières, un sociologue de Laval, une historienne de l'UQAM, etc. Un coup d'oeil initial sur la table des matières fait voir 26 articles. Manifestement, il sera impossible de rendre justice à tous.

La perspective d'ensemble privilégie le passé récent et l'avenir des sciences de la religion. La majorité des textes regroupés dans la section «Recherches empiriques» concernent la période depuis 1960, et la plupart de ceux des autres sections, «Sciences humaines et religion», «Idéologie et théologie» et «La fonction sociale de la recherche en science de la religion» comportent peu de matière historique. Mais prendre les choses ainsi s'avère trop étroit, dès la première lecture. Les questions de science, d'idéologie, de fonction sociale ne peuvent qu'intéresser la corporation

des historiens... Et sur ce plan, les gens du Colloque ont l'immense mérite d'avoir soulevé des questions fondamentales sur lesquelles celle-ci ne se penche pas assez souvent.

J'ai vivement apprécié dans ce livre collectif la qualité du questionnement sur la relation entre l'objet (la religion), les sujets chercheurs eux-mêmes (avec leur expérience personnelle et leur place dans les institutions) et l'évolution sociale en général. Ce questionnement est omniprésent d'un bout à l'autre du livre qui rompt totalement avec le style épique. Comme si le sort même de la religion aujourd'hui avait favorisé le développement de l'esprit critique. Et en ce sens, je me demande si le style épique ne risque pas maintenant de se manifester, par exemple, plutôt dans l'histoire dite nationale, dans l'histoire du syndicalisme et du mouvement ouvrier, dans l'histoire de la condition féminine. Vieux problème de la «science» et de la foi, de la science et de l'action. Sacrilège de le rappeler, ou à tout le moins question inopportune. Et pourtant, il est là et conditionne le choix des domaines de recherche et les interprétations. Foi dans la religion, foi au progrès, foi dans l'homme, foi dans la mission historique du prolétariat. Car si l'histoire est affaire de méthode ou de métier, c'est aussi affaire de sens.

Les historiens liront avec profit immédiat un texte de Louis Rousseau qui traite de «La triple appartenance de l'histoire religieuse actuelle». Il s'agit là de tendances institutionnelles qui ne déterminent pas carrément les perspectives individuelles. Rousseau estime que, si dans l'institution ecclésiastique «l'opérateur» foi garde son importance et si on essaie dans les départements de sciences de la religion, ou des religions, d'explicitier des modèles théoriques spécifiques, on serait porté, dans l'institution historique (les départements d'histoire), à considérer l'histoire religieuse comme un simple aspect de l'histoire sociale, de l'histoire des idéologies, ou de l'histoire des mentalités. Ce qui impliquerait, si je comprends bien l'auteur, une certaine réduction.

La communication de Nadia Eid («Définition et rôle du clergé au 19e siècle, à travers quatre productions historiographiques») intéresse aussi directement la corporation. Après avoir analysé Groulx, Brunet et Ouellet, elle présente ses propres conclusions (p. 248-253), suite en particulier aux recherches qui ont conduit à la publication d'un article de 1975 (RHAF, juin) et de son livre *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du 19e siècle* (HMH, 1978): «le clergé (québécois) a constitué une classe sociale distincte... dans le cadre de la phase chronologique que constitue le XIXe siècle». Le souligné met heureusement en garde contre l'irruption induite de l'actuel dans l'analyse. Mais il me semble que, pour être suivie, la piste gagnerait à être élargie. D'abord on devra se rappeler qu'il n'y a classe (dans le réel et dans l'analyse) que dans le rapport aux autres classes et au système général des classes. Eid écrit que le clergé a formé «un groupe social qui échappe à la définition de la classe sociale en termes strictement économiques (propriété et non-propriété des moyens de production)» et qu'il a «exercé un pouvoir dont l'étendue ne correspondait pas nécessairement à sa situation *objective* au sein de la structure sociale» (c'est moi qui ai sou-

ligné). Est-ce que «objectif» est synonyme d'économique? Est-ce que ce qui est présenté comme une exception, pour tenir compte de l'influence «spirituelle» du clergé, influence qui irait au-delà de sa base économique-sociale, ne devrait pas être posé dans la définition générale elle-même? Ne serait-il pas moins embarrassant de poser la question de fond, comme dans Bourdieu, par exemple, qui voit la double réalité du capital économique et du capital symbolique («Capital symbolique et classes sociales», *L'Arc*, no 72, 1978, et *La distinction*, 1979)?

Mais nous voilà entraînés bien loin des préoccupations premières du Colloque. Moins loin toutefois, peut-être, qu'il ne paraît.

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

JEAN-PAUL BERNARD